

Panama papers : une illustration de la nouvelle ère, qui appelle de nouvelles règles

Le « Panama papers » fait l'actualité en France comme dans la plupart des grands pays. Il y a de quoi : le voyeurisme du peuple se mêle en l'espèce au besoin de se sentir justicier qui anime forcément tout un chacun, à des degrés divers. On a du mal pour le moment à approcher les enjeux, au-delà de la mise en cause personnelle de grands de ce monde, ou de grandes entités financières.

Un feuilleton people qui ne fait que commencer

Au fond, on se trouve face à un nouvel épisode de l'instauration de la donne liée à la révolution des technologies de l'information. La numérisation de toutes les données a ouvert le champ de l'espionnage. Il suffit d'une taupe bien placée pour accéder à des fichiers de personnes, des process industriels, des stratégies commerciales, des relevés de contrats, ... et bien sûr, des données bancaires et financières.

Les journaux -107 médias dans le monde- publiant aujourd'hui des listes de personnalités ayant abrité des fonds sous pavillon panaméen annoncent le résultat du travail d'enquête de 370 journalistes. Sans vouloir mésestimer le travail d'analyse des dossiers, le plus gros du travail a été effectué par l'informateur de la société de domiciliation Mossack Fonseca : les fichiers transférés pointent les noms, ce qui intéresse le grand public, mais ne donnent pas forcément une idée des montants en jeux.

Ce seraient au total 11,5 millions de documents qui auraient été transmis des ordinateurs de Mossack Fonseca à la rédaction du Süddeutsche Zeitung. Mails, contrats, courriers, extraits de comptes, couvrent près de 40 ans de montages. C'est dire que le feuilleton ne fait sans doute que commencer.

L'espionnage industriel et financier est entré dans une ère nouvelle et on ne voit pratiquement pas de limites à une transparence qui bouleverse les termes de la vie économique.

Pour en rester à l'affaire du moment, elle mêle le blanchiment, la fraude et l'optimisation fiscale. Il apparaît à l'évidence que ce sont des sujets différents. Le crime, le délit, la contravention n'ont pas la même dimension, n'impliquent pas les mêmes conséquences, et ne doivent évidemment pas avoir le même traitement.

La distorsion intenable entre la fluidité des informations et des capitaux et la rigidité des réglementations

Pour en rester à l'optimisation fiscale – qui par moment peut s'approcher de la fraude – le problème ressort d'une distorsion. Une distorsion entre la fongibilité de la monnaie, la permanence des possibilités d'arbitrage et d'investissement, les virements possibles à chaque instant d'une part, et des règles fiscales différentes d'un pays à un autre ou même à l'intérieur des pays. Entre la fluidité de l'information et la rigidité de réglementations qui se veulent nationales.

Les personnes physiques mises en cause dans le Panama papers qui ont cherché à minorer leur imposition n'ont cherché à le faire que par gestion de leurs revenus ou de leur patrimoine sous la pression des États qui, en quelque sorte, guident leurs choix.

La France est une sorte de champion du monde de la fiscalité, qui par des cotés peut être qualifiée de confiscatoire. Cela posé, les écarts d'imposition sont au total contreproductifs. Les moyennes ne sont pas forcément en cause. En moyenne, pour les pays de l'OCDE, l'impôt sur les personnes physiques s'établit à 8,75 % des revenus. La France affiche un peu moins (8,41 %) quand l'Allemagne prélève 9,5%, le Royaume-Uni 9 %, les États-Unis 10 %. On observera que la modération française est largement un leurre du fait de la fiscalisation d'une partie des assurances sociales (CSG). Mais la moyenne n'est pas en cause : les disparités de fiscalité jouent sur les revenus ou les patrimoines qui peuvent s'exporter. Le taux marginal, la fiscalité des revenus patrimoniaux, celle du capital jouent dans les arbitrages.

Une compétition fiscale et réglementaire guidée par les égoïsmes de pays pourtant comparables

L'optimisation fiscale a cependant une importance sans comparaison dans le domaine des sociétés. Si l'enjeu médiatique est plus faible, on est dans une toute autre dimension. Le trésor de guerre accumulé par Apple suffit à résumer les choses : plus de 200 milliards de dollars placés dans des pays à faible fiscalité. C'est 6,5 % du produit intérieur brut français et l'équivalent de celui ... de l'Irlande, le pays de localisation des chiffres d'affaires européens du géant des supports numériques

Une entreprise n'a pas à être citoyenne. Elle a réuni des capitaux dans l'objet de réaliser des bénéfices. Comment remplir son rôle quand l'impôt sur les sociétés peut varier, à l'intérieur de l'Union Européenne entre 12,5 % et 35 % ? Quand le Delaware propose une taxation inférieure de près de 10 % à celle des grands États américains ?

Les deux tiers des 500 plus grands groupes américains et 40 % des compagnies listées à Wall Street sont domiciliés au Delaware qui compte moins d'un million d'habitants, mais une entreprise enregistrée par habitant. La fiscalité n'est pas le seul

argument des pays ou des États qui exploitent les possibilités de compétition : les réglementations de tout poil sont allégées. En Europe, l'Irlande pratique à sa façon le détournement fiscal, les Pays-Bas ou le Luxembourg celui de la gouvernance. Les sociétés de la sphère publique française montrent l'exemple : Airbus, Renault-Nissan, Air France-KLM et, plus récemment, le groupe franco-allemand (et public) d'arsenaux, spécialiste des systèmes d'armes terrestre, Nexter-KMW.

On peut multiplier les exemples et pointer, aussi, le maintien par de grands pays de places offshore comme peuvent l'être l'île de Man, Gibraltar ou Jersey pour le Royaume-Uni, Andorre pour la France et l'Espagne... On en revient finalement à l'inadéquation des compétitions fiscales et réglementaires entre des pays qui peuvent indifféremment recevoir telle ou telle domiciliation.

Une coopération internationale inadaptée ou incohérente ?

La transparence progresse avec la technologie et c'est inéluctable. Les journalistes font évoluer leurs pratiques. Les banques s'adaptent. Les entreprises en général entrent dans une ère nouvelle. Qui est en retard ? Cela va surprendre le lecteur : les États qui n'ont pas compris que leur souveraineté ne tenait pas, ne tenait plus dans un monde numérique et – fatalement – ouvert. Il n'y a pas d'autre recette qu'un pacte de gouvernance réglementaire, fiscal et social, qui lie les acteurs crédibles, c'est à dire les pays stables. La gestion étroite des égoïsmes est simplement dépassée. On est consterné à écouter la réaction de M. Hollande au Panama papers : «C'est une bonne nouvelle que nous ayons connaissance de ces révélations parce que ça va nous faire encore des rentrées fiscales de la part de ceux qui ont fraudé». Pompier pyromane ou arroseur arrosé ?